MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES
Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°649 – 30 octobre 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Zoom sur le rapport "Perspectives économiques régionales - Afrique subsaharienne" du FMI

En octobre 2026, le Fonds monétaire international (FMI) a publié son rapport semestriel "Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne".

Le chiffre à retenir

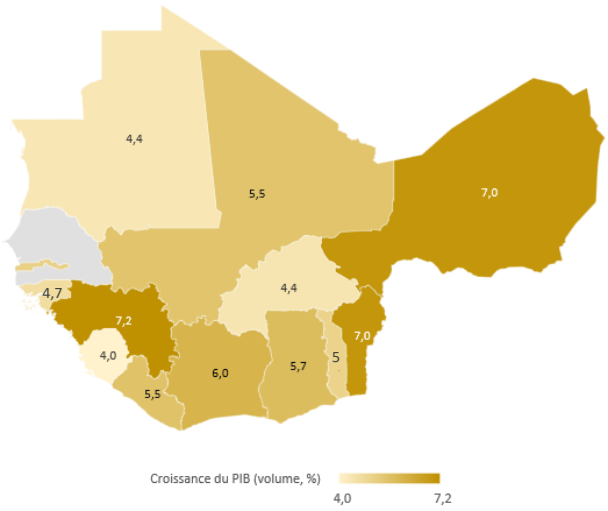
5,4 %

Prévision de croissance de l'UEMOA en 2026 selon le FMI

Une croissance stable malgré le choc énergétique lié à la guerre au Moyen-Orient

La croissance en Afrique subsaharienne est projetée à 4,5 % en 2026, en hausse de 0,2 p.p. par rapport aux prévisions d'avril 2026. Elle devrait se maintenir à ce niveau en 2027, dans la continuité du rythme enregistré en 2025. Cette stabilité tient principalement à la l'adaptation de l'offre mondiale, la bonne tenue des recettes d'exportation dans certains pays et aux réformes engagées ces dernières années. Ces projections supposent (i) une normalisation progressive des flux et des prix de l'énergie (pétrole à 96 USD le baril en 2026, puis 87 USD en 2027), (ii) la poursuite des réformes, (iii) un impact limité du phénomène *El Niño* et (iv) l'absence de durcissement marqué des conditions de financement mondiales.

Toutefois, cette dynamique régionale favorable masque des disparités. L'activité reste soutenue dans les pays riches en ressources naturelles, où les recettes d'exportation contribuent à amortir les chocs, tandis qu'elle ralentit dans les pays moins dotés en ressources naturelles, davantage exposés aux chocs extérieurs en raison de marges de manœuvre budgétaires et financières plus limitées.



L'ajustement budgétaire engagé avant la guerre au Moyen-Orient et la baisse des ratios d'endettement ont permis d'améliorer la situation des finances publiques. Néanmoins, la charge élevée des intérêts, la faiblesse des réserves dans de nombreux pays et le recul de l'aide au développement laissent peu de marge pour absorber un nouveau choc défavorable. Par ailleurs, les besoins de refinancement et les liens entre États et banques peuvent faire peser les



tensions budgétaires sur les banques et, par effet d'éviction, sur l'octroi de crédit au secteur privé. Enfin, le contexte extérieur demeure fragile. Les perturbations liées à la guerre continuent d'affecter les chaînes d'approvisionnement énergétiques, les marchés des produits raffinés et les prix des engrais. Ces tensions pourraient freiner l'investissement, l'emploi et la consommation si elles se prolongent.

La Guinée, le Bénin et le Niger enregistreraient les taux de croissance parmi les plus importants d'Afrique subsaharienne en 2026

La reprise économique dans la sous-région se poursuit en 2026, mais à un rythme moins soutenu qu'en 2025. La croissance de la CEDEAO s'établirait à 4,6 % en 2026 en léger repli de 0,1 p.p. par rapport à 2025. En 2026, la croissance devrait diminuer dans plus de la moitié des pays (8 pays au total), notamment au Cap-Vert et au Togo (-1,3 p.p.). À l'inverse, l'économie guinéenne afficherait une légère accélération à 7,2 % (+0,3 p.p.), toujours portée par la mise en exploitation progressive du projet Simandou. La croissance resterait également vigoureuse en Côte d'Ivoire (+6,0 %), au Bénin (+7,0 %) et au Niger (+7,0 %). Les données pour le Sénégal n'ont pas été publiées à ce stade.

Pour l'année 2027, les perspectives sont globalement positives pour la sous-région, notamment en zone UEMOA, avec une croissance prévue à +5,5 %, un niveau supérieur à la moyenne en Afrique subsaharienne évaluée à +4,5 %. La Guinée demeurerait l'économie la plus dynamique, avec une croissance attendue à +7,8 %, soit la 3e plus forte du continent.

Estimations et projections de croissance des pays d'Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

Pays	Croissance du PIB réel en 2024 (%)	Croissance du PIB réel en 2025		Croissance du PIB réel en 2026		Croissance du PIB réel en 2027 (%)
		Est. Oct. 2026 (%)	Écart / est. Avr. 2026 (en p.p.)	Proj. Oct. 2026 (%)	Écart / proj. Avr. 2026 (en p.p.)	
Bénin	7,5	8,1	+0,6	7,0	-	6,8
Burkina Faso	4,8	5,3	+0,3	4,4	-0,4	4,8
Cap-Vert	7,0	6,3	+0,8	5,0	+0,2	5,0
Côte d'Ivoire	6,0	6,5	-	6,0	-0,2	6,1
Gambie	6,0	5,7	-0,3	5,1	-	5,1
Guinée	6,5	6,9	+0,2	7,2	-1,5	7,8
Guinée-Bissau	4,8	5,8	+0,3	4,7	-0,2	4,9
Liberia	4,0	5,1	-	5,5	+0,4	5,1
Mali	5,0	4,9	-	5,5	-	5,7
Mauritanie	5,9	3,6	-0,6	4,4	-	4,4
Niger	8,3	6,9	-	7,0	+0,3	6,5
Sénégal	6,5	6,7	/	/	/	/
Sierra Leone	4,6	4,8	+0,4	4,0	-0,5	4,4
Togo	6,3	6,3	+0,4	5,0	-	5,3
UEMOA	**6,2**	**6,4**	-	**5,4**	-0,1	**5,5**
CEDEAO	**4,7**	**4,7**	-	**4,6**	-0,1	**4,7**
Afrique subsaharienne	**4,2**	**4,5**	-	**4,5**	+0,2	**4,5**
Monde	**3,5**	**3,5**	+0,1	**3,1**	-	**3,4**

Source : FMI, WEO-REO octobre 2026



Régional

Hausse du taux d'inclusion financière en 2025 dans l'UEMOA à 76,1 %

Le 30 octobre 2026, la BCEAO a publié son rapport sur l'évolution de l'inclusion financière dans l'UEMOA en 2025, faisant état d'une progression des indicateurs d'accès et d'utilisation des services financiers. Le taux global de pénétration démographique, qui mesure la proximité des services financiers vis-à-vis des populations, se situe à 224 points de services pour 10 000 adultes, contre 193 en 2024. En outre, on évalue le nombre de points de services disponibles sur une superficie de 1000 km² à 563, contre 470 un an auparavant. Le taux de bancarisation strict a progressé de 1,7 p.p., à 26,9 %, et le taux de bancarisation élargi (banque + microfinance) de 3,2 p.p., à 50,6 %. Le taux global d'utilisation des services financiers a atteint 76,1 %, contre 73,6 % un an auparavant, principalement porté par la monnaie électronique. Pour rappel, cet indicateur mesure la proportion de la population adulte utilisant des services financiers auprès des banques et autres caisses d'épargne, des institutions de microfinance ou des émetteurs de monnaie électronique. Parallèlement, le coût du crédit a connu une amélioration en diminuant en moyenne de 7 p.b., à 6,69 %, tandis que la rémunération des dépôts a augmenté de 15 p.b. en moyenne, à 5,41 %. L'indice synthétique d'inclusion financière s'est ainsi accru de 0,016 point, à 0,616 sur 1. Au niveau national, le Bénin affiche le taux de bancarisation strict le plus élevé, soit 39,8%, suivi de la Côte d'Ivoire (37,1%), du Togo (28,3%), du Sénégal (27,4%) et du Burkina (24,4%).

Signature d'accords d'itinérance mobile entre le Burkina Faso, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal

Le 23 octobre 2026, le Burkina Faso a signé trois accords bilatéraux d'itinérance mobile ("roaming") avec le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Sénégal visant à alléger le coût des communications téléphoniques pour les usagers en déplacement entre les pays concernés et à renforcer l'interconnexion des réseaux de télécommunications. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du plan stratégique 2025-2030 de la Commission de l'UEMOA, dénommé "Impact 2030", qui vise notamment à approfondir l'intégration régionale. Les autorités ont souligné que les bénéfices de ces accords dépendront de leur mise en œuvre effective et de la communication auprès des usagers sur les conditions techniques et tarifaires applicables. La date d'entrée en vigueur des accords n'a pas encore été précisée.

La BAfD et la CEDEAO s'accordent sur les priorités de transformation en Afrique de l'Ouest

Le 12 octobre 2026, la Banque africaine de développement (BAfD) et la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont convenu de renforcer leur coordination pour accélérer la mise en œuvre des projets prioritaires d'intégration régionale. Leur portefeuille commun comprend 121 projets régionaux, représentant 1,9 Md d'unités de compte (environ 2,6 Md USD). Les deux institutions prévoient d'améliorer la préparation des opérations, de rationaliser leur exécution et d'établir un calendrier d'action assorti de mesures concrètes, notamment pour le corridor Abidjan-Lagos, destiné à faciliter les échanges transfrontaliers et à renforcer les liaisons entre les marchés de la sous-région. Les priorités communes couvrent également les systèmes d'alerte précoce, le développement du capital humain, le commerce et l'investissement. Cette concertation s'inscrit dans le cadre de la stratégie d'intégration régionale de la BAfD pour l'Afrique de l'Ouest, prolongée jusqu'à fin 2027.



Bénin

La Banque mondiale prévoit une croissance de 7,8 % en 2026

Dans son rapport *Macro Poverty Outlook* d'octobre 2026, la Banque mondiale table sur un taux de croissance économique de 7,8 % en 2026 pour le Bénin, portée par les services et l'industrie (+8,3 % et +9,6 % respectivement). A noter que les exportations de marchandises ont fortement augmenté de 37,6 % en glissement annuel au premier semestre 2026, soutenues par le coton et le soja. Le déficit budgétaire en 2026 s'établirait à 3,1 % du PIB et la dette publique à 57,4 % du PIB. Enfin, le taux de pauvreté (au seuil de 4,2 USD/jour) poursuivrait sa baisse à 39,4 % en 2026, contre 41,1 % en 2025. La Banque mondiale projette un taux de croissance de 7,7 % en 2027 et 7,5 % en 2028. Le déficit budgétaire passerait sous le seuil communautaire de l'UEMOA à 2,9 % du PIB en 2027 et 2,8 % en 2028, permettant à l'endettement public de diminuer à 53,3 % du PIB d'ici 2028. Le taux de pauvreté baisserait pour se situer à 34,5 % à l'horizon 2028.

L'indice d'industrialisation en Afrique de la BAfD place le Bénin au 24e rang

Sur la période 2010-2024, le Bénin se hisse au 24ème rang africain de l'indice d'industrialisation établi par la Banque africaine de développement (BAD), avec un score de 0,5519. A l'échelle sous régionale, le pays s'impose au 3ème rang au sein de l'UEMOA derrière le Sénégal et la Côte d'Ivoire et au 5ème rang dans l'espace CEDEAO derrière le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Nigéria et le Ghana. Cette position témoigne des avancées réalisées dans la valorisation des matières premières et le déploiement d'unités de transformation locales sur la Zone industrielle de Glo-Djigbé (GDIZ).

Burkina Faso

Préparation de la stratégie de coopération 2027-2031 avec la BAfD

La Banque africaine de développement (BAfD) et les autorités burkinabè ont examiné le projet de Document de stratégie pays (DSP) 2027-2031, destiné à définir les priorités de leur coopération pour les 5 prochaines années. Aligné sur le Plan national de développement RELANCE 2026-2030, le cadre proposé repose sur 2 axes : le développement des chaînes de valeur industrielles et le renforcement des infrastructures résilientes. Les interventions envisagées cibleront principalement l'industrie manufacturière, l'énergie et les transports, avec pour objectifs d'accroître la transformation locale des matières premières, les capacités productives et la création d'emplois. Le programme indicatif prévoit sept opérations sur la période 2027-2029, complétées par un dialogue sur les politiques publiques, des études économiques et sectorielles ainsi que des actions d'assistance technique. La stratégie intégrera également des priorités transversales relatives au secteur privé, à l'emploi des jeunes, à l'autonomisation des femmes, à la résilience climatique et à l'inclusion. À fin septembre 2026, le portefeuille actif de la BAfD au Burkina Faso comptait 19 opérations, représentant 957 M USD.

Création de l'initiative présidentielle Faso Wa-Fulu pour accélérer l'accès à l'électricité

Le 22 octobre 2026, le Conseil des ministres a adopté un décret portant création de l'Initiative présidentielle Énergie pour tous "Faso Wa-Fulu". D'un coût de plus de 2 800 Md FCFA (environ 4,3 Md EUR) sur 10 ans, le programme vise à améliorer durablement les conditions de vie des populations par un accès universel à l'électricité. Il s'articule autour de quatre composantes : le déploiement des Brigades



d'électrification (BRIGEL), l'inclusion communautaire, l'accessibilité aux services énergétiques et le renforcement de la souveraineté énergétique. Les objectifs annoncés comprennent entre autres l'électrification de 6 700 nouvelles localités, l'accès aux services énergétiques pour 3,5 M de ménages et d'entreprises supplémentaires, ainsi que la construction et la réhabilitation de lignes électriques. D'après les données de la Banque mondiale, environ 34 % de la population avait accès à l'électricité en 2024.

Côte d'Ivoire

Sortie de la liste grise du GAFI à l'issue de la plénière d'octobre 2026

Le 30 octobre 2026, à l'issue de sa plénière tenue à Paris du 28 au 30 octobre, le Groupe d'action financière (GAFI) a annoncé le retrait de la Côte d'Ivoire de sa liste des juridictions sous surveillance renforcée ("liste grise"), aux côtés de la Bulgarie, de la République démocratique du Congo et de Monaco. Le GAFI a félicité le pays pour les progrès accomplis dans la correction des défaillances stratégiques de son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme (LB/FT), le plan d'action convenu ayant été mené à terme dans les délais impartis et validé par une visite sur place des évaluateurs. La Côte d'Ivoire, inscrite sur cette liste en octobre 2024, s'en extrait ainsi en 24 mois, grâce notamment au renforcement du contrôle des institutions financières, de l'accès aux informations sur les bénéficiaires effectifs et des enquêtes et poursuites en matière de blanchiment. Le pays continuera de travailler avec le GIABA, l'organisme régional d'Afrique de l'Ouest, afin de pérenniser ces améliorations.

Lancement des travaux de trois centrales solaires photovoltaïques

Du 22 au 24 octobre 2026, le ministre des Mines, du Pétrole et de l'Energie a procédé au lancement officiel des travaux des centrales solaires photovoltaïques de Katiola (dont EDF est partenaire du projet), de Tongon et de Binguébougou. Ces centrales, d'une puissance photovoltaïque d'environ 50 MWc chacune, permettront à terme de raccorder plus de 900 000 personnes au réseau électrique. À l'horizon 2030, les autorités ivoiriennes prévoient d'alimenter le réseau national avec la construction d'environ 15 centrales solaires d'une capacité totale de 1 262 MWc, et ce, dans l'objectif de porter la part des énergies renouvelables à 45 % du mix énergétique national.

Partenariat avec Keolis pour la formation aux métiers du transport

Une convention de partenariat d'une durée de cinq ans renouvelable a été conclue le 22 octobre 2026 entre le ministère de l'Éducation nationale, de l'Alphabétisation et de l'Enseignement technique et Keolis Côte d'Ivoire, en vue de renforcer la formation professionnelle, sensibiliser les jeunes aux métiers du transport et favoriser leur insertion professionnelle. Ce partenariat s'articule plus précisément autour de trois axes que sont le développement des compétences, la sensibilisation aux enjeux du transport urbain et la promotion de l'accès aux stages et aux opportunités d'emploi. Avec l'arrivée du métro d'Abidjan, ce sont en effet près de 1 200 emplois qui seront mobilisés pour assurer l'exploitation et la maintenance du réseau opérées par Keolis.



Guinée

5 M EUR en soutien à l'industrie laitière en marge des French Agri Days

Organisés du 25 au 27 octobre 2026 à Conakry par Business France et l'Ambassade de France en Guinée, les French Agri Days Guinée ont permis de rassembler des acteurs guinéens et français du secteur agricole. Cet événement aura permis de favoriser des partenariats commerciaux, des transferts de compétences et des investissements dans le secteur agricole guinéen qui représente plus de 20 % du PIB et emploie plus de 70 % de la population active. En marge de cet évènement, Proparco a accordé un prêt de 5 M EUR à la Société Guinéenne de Produits Alimentaires (SOGUIPAL), l'un des principaux acteurs de l'industrie agroalimentaire. Ce prêt s'inscrit dans le cadre d'un programme d'investissement de 7,2 M EUR, destiné à l'extension de l'unité de production de yaourt de SOGUIPAL, ainsi qu'au financement du besoin en fonds de roulement lié à sa montée en puissance. L'entreprise entend porter sa capacité de production de yaourts de 9 à 15 tonnes par jour et créer une trentaine d'emplois directs. Ce programme ouvre ainsi des perspectives de développement de la filière laitière locale.

Guinée-Bissau

Suivi des travaux de dragage du port commercial de Bissau

Le 28 octobre 2026, le Président de la Transition et le Premier ministre se sont rendus au port commercial de Bissau pour suivre les préparatifs des travaux de dragage du chenal de navigation et de la zone d'amarrage. L'opération vise à remédier à l'envasement de cette infrastructure, dont la profondeur insuffisante limite l'accès des navires et réduit les capacités d'accueil simultané. Ces contraintes auraient notamment affecté les campagnes d'exportation de noix de cajou, en occasionnant des files d'attente pour le chargement des marchandises. Le dragage doit faciliter les opérations d'amarrage, fluidifier les flux commerciaux et contribuer à réduire les délais d'attente ainsi que les coûts de transport maritime, susceptibles de se répercuter sur les prix payés par les importateurs. Les autorités ont souligné que les bénéfices attendus dépendront de la profondeur atteinte, de l'entretien périodique du chenal et de la gestion des sédiments extraits. Aucun montant ni calendrier précis des travaux n'a été communiqué dans les informations disponibles.

Mali

La production d'or de la mine de Syama devrait baisser pour la 2e année consécutive

Dans son rapport d'activités du 3e trimestre 2026, le groupe australien Resolute Mining a annoncé une production de 31 777 onces d'or (988 kg) à la mine de Syama, portant le cumul des 9 premiers mois à 105 460 onces (3,3 tonnes), contre 129 178 onces (3,7 tonnes) sur la même période en 2025, soit un recul de 18,6 % en glissement annuel. Le 21 septembre 2026, le groupe avait abaissé ses prévisions annuelles pour Syama à 150 000-160 000 onces (environ 4,7-5 tonnes), contre un objectif initial de 195 000 à 210 000 onces (6,1-6,5 tonnes), après une production de 176 341 onces en 2025 (5,5 tonnes), elle-même en baisse par rapport à environ 215 000 onces (6,7 tonnes) produites en 2024. Cette révision s'explique notamment par des retards d'approvisionnement en fournitures, consommables et équipements miniers, qui ont pesé sur l'activité en juillet et août. Pour améliorer les performances du site, Resolute Mining prévoit de construire une usine d'émulsion, d'accroître sa flotte minière et de mobiliser un nouveau partenaire minier. Malgré sa diversification en Côte d'Ivoire et en Guinée,



le groupe reste fortement dépendant de Syama, qui constitue son principal actif productif.

Mauritanie

Le projet de loi de finances 2027 présenté en conseil des ministres

Présenté en conseil des ministres du 21 octobre, le projet de loi de finances 2027 (PLF) repose sur une prévision de croissance de 5 % en 2027 et une inflation à 3,3 %. Selon le communiqué, les recettes totales et dons sont prévus à 152,1 Md MRU (3,4 Md EUR) et les dépenses totales et prêts nets à 145,9 Md MRU (3,3 Md EUR), soit un excédent de 6,2 Md MRU (134 M EUR). Il s'inscrit dans le cadre de la nouvelle règle budgétaire plafonnant le déficit primaire hors recettes extractives à 3,5 % du PIB, contre 4 % en 2026. En outre, ce budget permettra de poursuivre les programmes d'investissement prioritaires suivant : (i) le Programme de Développement de la Ville de Nouakchott, dont la phase II est estimée à 11,6 Md MRU (259,8 M EUR) ; (ii) le Programme prioritaire de généralisation de l'accès aux services nécessaires au développement local (PPGASLD), doté de 26,4 Md MRU (587 M EUR) sur 2025-2027 ; (iii) le Programme de Développement de la Wilaya de Dakhlet Nouadhibou 2026-2029, d'un coût global d'environ 39,6 Md MRU (881 M EUR). Les mesures sociales sont renforcées, avec une hausse de 6 Md MRU (133 M EUR) du budget consacré au programme "Aoun" visant à atténuer l'impact de la hausse des prix pour les plus nécessiteux et le maintien du programme de transferts aux ménages vulnérables doté d'une enveloppe de 1,6 Md MRU (36 M EUR).

Tasiast a versé 1,7 Md USD au Trésor public mauritanien entre 2010 et 2015

Présent en Mauritanie depuis 2010, l'opérateur minier canadien Kinross Gold Corporation exploite la mine d'or de Tasiast à ciel ouvert dans la wilaya de l'Inchiri. Kinross avait acquis le site à Red Back Mining qui avait initié l'exploitation de la mine en 2007. Entre 2010 et 2025, Kinross Tasiast aurait versé 1,7 Md USD au Trésor public mauritanien et consacré plus de 3,3 Md USD aux achats et à l'approvisionnement sur le marché local. L'entreprise générerait ainsi plus de 4 000 emplois directs et indirects et entretient des relations commerciales avec plus de 230 sociétés nationales.

Niger

144,3 M USD de la BAfD pour la gouvernance énergétique et le développement du secteur privé

Le 21 octobre 2026, le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé un prêt de 144,3 M USD pour financer la 2e phase du Programme d'appui à la gouvernance du secteur de l'énergie et à la compétitivité (PAGSEC-II). Le financement comprend 123,7 M USD du Fonds africain de développement (FAD) et 20,6 M USD de la Facilité d'appui à la transition (FAT). Le programme vise à améliorer l'accès à l'énergie, renforcer la compétitivité économique, promouvoir le secteur privé et consolider le cadre budgétaire, tout en intégrant davantage les populations vulnérables dans les politiques publiques. Il prévoit notamment l'application du nouveau Code de l'électricité, un soutien à l'adoption du cadre réglementaire de l'électrification rurale décentralisée et la promotion des énergies renouvelables. Il accompagnera également l'apurement des arriérés intérieurs, la promotion de l'entrepreneuriat communautaire et le renforcement du cadre fiduciaire et des questions sociales (accès à l'eau et à l'assainissement, prise en charge des victimes des catastrophes naturelles et de l'insécurité).



Sénégal

Projet de LFR 2026 renvoyé en commission de l'Assemblée nationale

Le vote du projet de Loi de finances rectificative pour l'année 2026, initialement prévu le 27 octobre 2026, a été reporté et le texte renvoyé en commission des finances et du contrôle budgétaire à la demande du Gouvernement, lors de la séance plénière de l'Assemblée nationale. Cette décision fait suite au rejet du texte en Commission, le 23 octobre dernier, en raison de désaccords sur les arbitrages budgétaires proposés par l'exécutif. Parmi les principaux points de blocages figurent notamment : la baisse des investissements publics (-555 Md FCFA, 846,1 M EUR) affectant des secteurs essentiels (santé, éducation, eau, infrastructures), le niveau des subventions énergétiques jugés insuffisants pour préserver les ménages, de même que l'enveloppe des bourses de sécurité familiale. Ce différend entre l'exécutif et le parlement intervient dans un contexte de tensions sur les finances publiques et de discussions avec le FMI, avec lequel le Sénégal a conclu un accord technique en septembre 2026 pour un nouveau programme de 2,2 Md USD sur 36 mois. La validation de ce programme par le Conseil d'administration du FMI pourrait être retardée en l'absence de compromis.

Visa prévoit l'ouverture d'un bureau à Dakar d'ici fin 2026

Visa, leader mondial des paiements numériques, annonce l'ouverture d'un bureau à Dakar d'ici fin 2026. Cette initiative vise à renforcer ses relations avec les institutions financières partenaires, les régulateurs et les autres parties prenantes au Sénégal. Elle s'inscrit dans la continuité de son programme "Visa à Dakar en 2026 : au service de l'expérience de paiement", lancé à l'occasion de son parrainage des Jeux Olympiques de la Jeunesse (JOJ) Dakar 2026. A travers ce partenariat, Visa entend promouvoir des solutions de paiement numériques sécurisées et pratiques pour les athlètes, les supporters et les visiteurs, tout en élargissant l'acceptation des paiements électroniques auprès des commerçants locaux.

Togo

Le projet de budget 2027 en repli de 2,5 %

Réuni le 22 octobre 2026 en Conseil des ministres, le gouvernement togolais a adopté le projet de loi de finances rectificative (LFR) 2026 qui s'établit à 2744,2 Md FCFA (4,2 Md EUR), soit une baisse de 0,3 % par rapport au budget initial. Le déficit public prévisionnel est fixé à 3,4 % du PIB. Parallèlement, le gouvernement a adopté le projet de loi de finances pour 2027, qui s'équilibre en ressources et en charges à 2641,1 Md FCFA (4,1 Md EUR), soit une baisse de 2,5 % par rapport à la LFR 2026. Une allocation de 490 Md FCFA (747 M EUR) sera consacrée aux investissements de la Feuille de route 2026-2031, ventilés entre les axes "Protéger", "Transformer" et "Rassembler" pour soutenir la sécurité, le social et la transformation économique.



Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2026 (1/2)

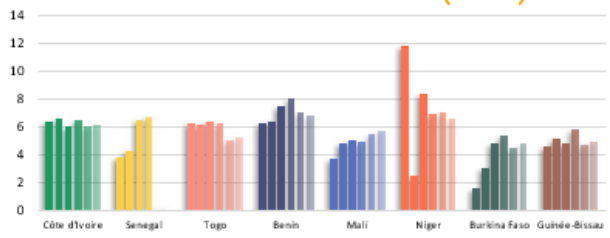
	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant ($)			Inflation (%)			Revenus (dons inc., % du PIB)		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027	2025	2026	2027	2025	2026	2027
Benin	8,1 %	7,0 %	6,8 %	1661	1799	1904	1,1 %	0,8 %	2,0 %	15,9 %	16,1 %	16,3 %
Burkina Faso	5,3 %	4,4 %	4,8 %	1150	1316	1378	-0,5 %	2,1 %	2,2 %	23,6 %	21,4 %	21,6 %
Côte d'Ivoire	6,5 %	6,0 %	6,1 %	3037	3264	3432	0,1 %	2,2 %	2,5 %	17,0 %	17,0 %	17,1 %
Guinée-Bissau	5,8 %	4,7 %	4,9 %	1315	1429	1509	0,9 %	2,5 %	2,1 %	12,8 %	13,7 %	14,7 %
Mali	4,9 %	5,5 %	5,7 %	1238	1343	1409	2,3 %	3,0 %	2,5 %	18,6 %	19,0 %	19,3 %
Niger	6,9 %	7,0 %	6,5 %	730	774	810	-4,7 %	-1,9 %	2,0 %	12,7 %	12,8 %	13,0 %
Sénégal	6,7 %			1934			1,4 %			20,8 %		
Togo	6,3 %	5,0 %	5,3 %	1371	1480	1558	0,4 %	1,1 %	2,3 %	16,6 %	18,0 %	17,7 %
Cap Vert	6,3 %	5,0 %	5,0 %	5961	6556	7011	2,3 %	1,2 %	2,8 %	28,3 %	26,8 %	26,9 %
Gambie	5,7 %	5,1 %	5,1 %	974	1030	1087	7,9 %	7,0 %	5,8 %	22,9 %	25,1 %	23,3 %
Guinée	6,9 %	7,2 %	7,8 %	2675	2797	3011	3,1 %	6,3 %	5,8 %	12,5 %	13,1 %	13,5 %
Liberia	5,1 %	5,5 %	5,1 %	910	976	1023	8,3 %	5,9 %	7,1 %	20,9 %	24,3 %	21,0 %
Mauritanie	3,6 %	4,4 %	4,4 %	2723	3015	3059	1,6 %	8,0 %	7,2 %	22,5 %	24,6 %	24,4 %
Sierra Leone	4,8 %	4,0 %	4,4 %	874	946	962	7,6 %	13,8 %	13,0 %	12,8 %	12,7 %	13,9 %
Afrique Subsaharienne	4,5 %	4,5 %	4,5 %	1772	1980	2116	12,6 %	8,6 %	8,6 %	18,2 %	18,7 %	18,3 %

	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dette publique (% PIB)		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027	2025	2026	2027	2025	2026	2027
Benin	35,8 %	36,9 %	37,3 %	-5,7 %	-5,6 %	-5,2 %	-2,7 %	-3,3 %	-3,1 %	59,3 %	58,1 %	56,5 %
Burkina Faso	17,2 %	15,6 %	17,2 %	5,8 %	-0,6 %	-1,7 %	-1,5 %	-3,8 %	-3,3 %	53,2 %	51,0 %	50,9 %
Côte d'Ivoire	19,3 %	21,3 %	20,6 %	-0,6 %	-2,4 %	-3,2 %	-3,0 %	-3,8 %	-3,5 %	57,1 %	57,8 %	56,9 %
Guinée-Bissau	16,7 %	17,5 %	18,5 %	-6,2 %	-7,0 %	-5,7 %	-6,7 %	-4,0 %	-3,5 %	75,1 %	73,9 %	72,0 %
Mali	18,8 %	15,6 %	15,2 %	0,1 %	-3,4 %	-3,4 %	-1,5 %	-2,8 %	-2,8 %	40,3 %	39,7 %	39,0 %
Niger	23,8 %	25,7 %	25,9 %	-3,7 %	-3,0 %	-3,3 %	-2,9 %	-3,4 %	-3,0 %	45,5 %	46,3 %	45,4 %
Sénégal	23,4 %			-1,2 %			-6,4 %			127,7 %		
Togo	24,0 %	26,1 %	25,3 %	-2,8 %	-4,8 %	-3,4 %	-3,2 %	-3,4 %	-3,0 %	64,9 %	64,7 %	63,0 %
Cap Vert	19,8 %	19,7 %	19,2 %	3,4 %	-1,9 %	-2,2 %	1,1 %	-2,0 %	-0,8 %	115,4 %	109,9 %	103,6 %
Gambie	23,6 %	24,4 %	24,7 %	-4,1 %	-5,9 %	-5,2 %	-4,7 %	0,0 %	-1,0 %	73,7 %	67,4 %	70,4 %
Guinée	10,8 %	10,8 %	10,8 %	-14,7 %	-10,7 %	-3,5 %	-6,4 %	-3,7 %	-3,5 %	36,3 %	34,8 %	31,9 %
Liberia				-7,0 %	-19,9 %	-19,6 %	-2,1 %	-1,4 %	-2,7 %	55,1 %	54,0 %	55,1 %
Mauritanie	54,9 %	55,5 %	53,5 %	-5,8 %	-7,8 %	-7,4 %	-0,3 %	0,0 %	0,6 %	40,4 %	38,3 %	38,5 %
Sierra Leone	16,3 %	18,0 %	18,3 %	-5,2 %	-4,7 %	-4,2 %	-4,2 %	-2,9 %	-0,9 %	51,4 %	50,1 %	45,4 %
Afrique Subsaharienne	18,1 %	19,4 %	19,6 %	-0,8 %	-0,6 %	-0,9 %	-3,6 %	-3,7 %	-3,4 %	56,8 %	55,5 %	54,5 %

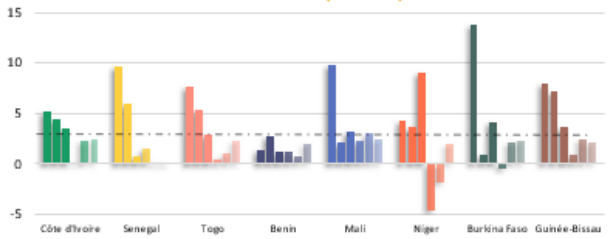
Brèves économiques
Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

Retour sur les perspectives du World Economic Outlook du FMI – Octobre 2026 (2/2)

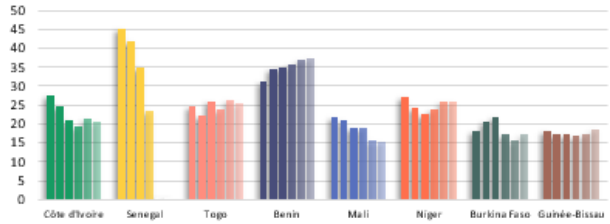
Croissance du PIB (en %)



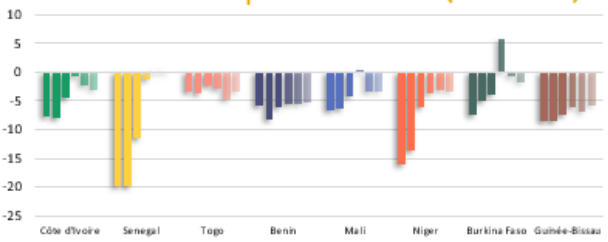
Inflation (en %)



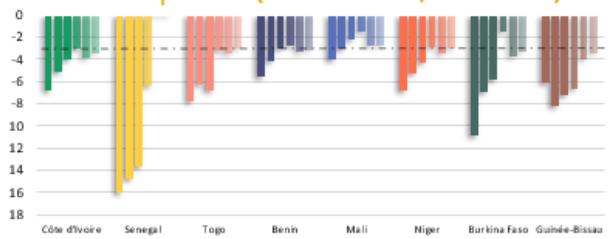
Investissements publics (% du PIB)



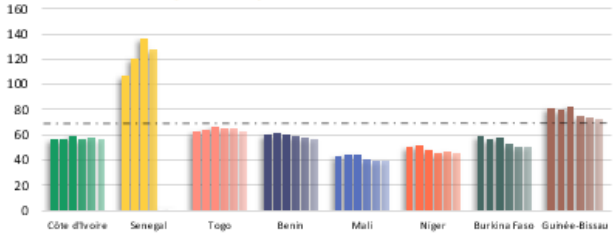
Balance des comptes courants (% du PIB)



Solde public (dons inclus, % du PIB)



Dette publique brute (% du PIB)



2022 2023 2024 2025 2026 2027 Seuil régional (quand existant)



Agenda

Date	Lieu	Évènement
5-7 novembre	Lomé	Afric'innov Summit 2026
11-13 novembre	Abidjan	Ivoire Tech Forum 2026
12-13 novembre	Cotonou	TLC 2026 | Transport Logistique Cotonou
11-14 novembre	Conakry	Simandou Mining Summit
16-20 novembre	Abidjan & Dakar	French Energy Tour 2026 - Côte d'Ivoire et Sénégal
16-20 novembre	Cotonou	Cyber Africa Forum (16–17 novembre)
		AfriLabs Annual Gathering (18–20 novembre)
18-22 novembre	Conakry & Abidjan	French Mining Days @ SIREXE 2026 - Côte d'Ivoire et Guinée
18-22 novembre	Abidjan	Salon International des Ressources Extractives et de l'Énergie (SIREXE)
24-25 novembre	Paris	Ambition Africa 2026
26-28 novembre	Abidjan	4e édition de la Nuit Panafricaine du Bâtiment
27 novembre - 13 décembre	Lomé	Foire Internationale de Lomé
30 nov -2 déc	Cotonou	Bpifrance - Business France / Parcours Business International

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr **& suivez notre page** LinkedIn